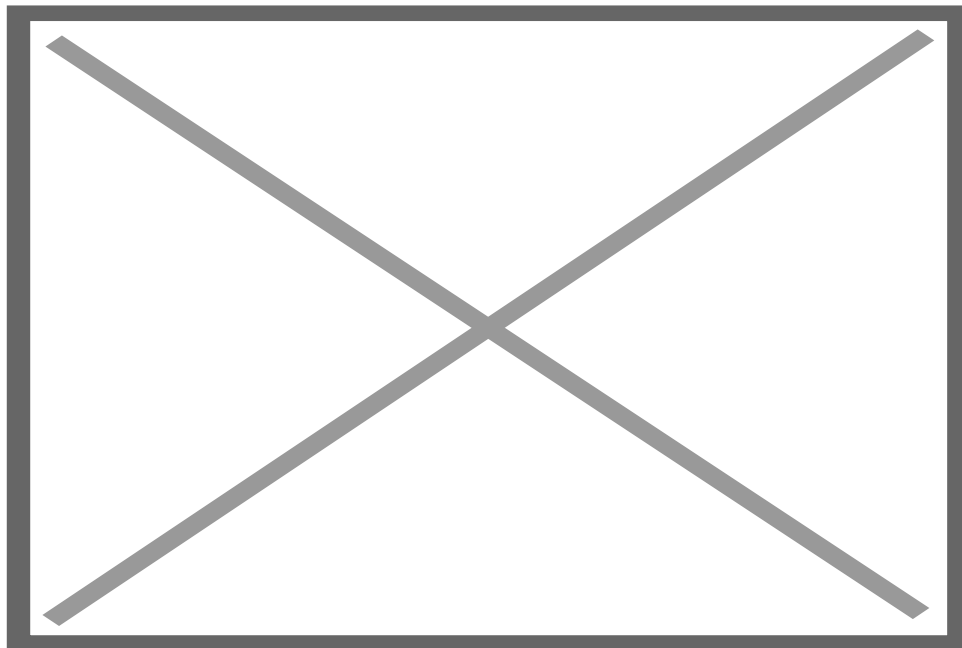


D'abord, ils censurent la Palestine!

## Description

Par Ali Abunimah @ Electronic Intifada, le 25 octobre



*L'administration des Campus protège souvent davantage les droits des extrémistes de droite que ceux des gens que leur idéologie transforme en cibles et en victimes. (Thomas Hawk)*

Trois étudiants du Barnard College, qui est affilié à l'Université Columbia de New York, font face à une punition pour avoir protesté contre le discours d'un suprématiste blanc notoire au début de ce mois.

Stephen Yaxley-Lennon, l'islamophobe britannique fondateur de la Ligue de Défense Anglaise, qui se présente sous le pseudonyme de Tommy Robinson, s'est adressé aux étudiants de Columbia par skype le 10 octobre.

Selon le journal du campus *The Columbia Spectator*, des dizaines d'étudiants ont interrompu le discours de Robinson et ont brandi des panneaux tandis que 250 manifestants protestaient à l'extérieur contre sa venue.

Une pétition en soutien aux étudiants a recueilli près de 5 000 signatures et des mobilisations pour leur défense s'organisent sur le campus.

« En tentant de faire taire des protestataires tout en fournissant des espaces et des fonds à des discours de haine à Columbia, Suzanne Goldberg et d'autres administrateurs de

---

lâ??universit  montrent leur complicité avec des idéologies violentes dont les allégations continuent à nuire gravement à des étudiants historiquement marginalisés   déclarer la pétition.

La pétition cite un mail de la vice-présidente de Columbia envoyé en masse, disant que à« il est fondamental pour les missions d apprentissage et d enseignement de Columbia de permettre la contestation des idées, comme le président Bollinger lâ??a souvent affirmé à».

Si Goldbeg et le président de lâ??universit  Lee Bollinger  « croyaient vraiment dans le dialogue ouvert et la  contestation des id es ?, ils ne menaceraient pas les étudiants protestataires de mesures disciplinaires  » dit la pétition.

### Une libert  sélective

Quelque jours après la manifestation, le vice-recteur de lâ??universit  John Coatsworth a lancé un autre mail largement diffusé avec en objet :  « Déclaration sur des intervenants perturbateurs  ».

 « Comme lâ??a dit clairement le président Bollinger dans son discours inaugural en mai dernier, la libert  de parole est au cœur des valeurs de notre institution à» a écrit Coatsworth. L universit  est engagée dans la défense des droits de tous les membres de notre communauté à exercer leur droit d inviter, d  couter et de débattre avec des conférenciers dont les vues peuvent être offensantes, voire même douloureuses pour beaucoup d entre nous. Il est du devoir de chaque membre de la communauté d aider   préserver la libert  de parole pour tous, y compris celle des protestataires à».

De tels arguments peuvent être persuasifs dans un monde hypothétique où les élites universitaires offrent vraiment un accès égal et un soutien à tous les points de vue.

Mais en réalité, ces institutions de plus en plus corporatistes privilégient le discours des puissants et marginalisent ceux qui contestent réellement les orthodoxies et les centres du pouvoir.

Un exemple éclatant en est la décision prise en septembre à lâ??Universit  de Harvard de retirer sa bourse à Chelsea Manning sur une objection du directeur de la CIA, Mike Pompeo.

Le dévoilement courageux et coûteux pour sa personne qu a fait Manning d informations classifiées a mis en lumière les crimes de guerre américains les plus brutaux en Irak  ? crimes dont personne n a encore été tenu responsable.

<https://twitter.com/HarvardIOP/status/920686909000769536>

En même temps, Harvard offre une confortable retraite à toutes sortes de délinquants, du général David Petraeus des guerres d Afghanistan et d Irak (qui a été condamné en 2015 pour avoir transmis des informations classifiées à sa petite amie)   lâ??ancien porte-parole de Trump, Sean Spicer.

Harvard a même des programmes spéciaux pour aider financièrement la fréquentation de lâ??universit  par des dizaines de représentants du gouvernement israélien.

---

Un des anciens Ã©lÃ©ves est en charge d'accueillir des officiers de l'armée israélienne.

### La censure par la « civilité »

La répression à Columbia contre des étudiants contestant un suprématiste blanc rationalise la prédiction selon laquelle la censure contre la parole en lien avec la Palestine, sur le campus est souvent sous la bannière de la promotion de la « civilité » serait le test pour imposer ensuite le silence à d'autres formes de contestation.

« L'utilisation de la question des Palestiniens et Israël comme point d'entrée vers la suppression de la contestation dans les murs de l'université est à la fois tactique et stratégique » a écrit le professeur Joseph Massad de Columbia pour l'Electronic Intifada en 2014.

« C'est tactique parce qu'une fois que cela réussit, des éléments-clés de la gouvernance des enseignants seraient retirés et transférés à des administrations universitaires non-libérales, ce qui créerait un précédent tandis qu'un effet paralysant suivrait sur d'autres formes de contestation, peut-être même plus dangereuses, qui nécessitent un soutien public plus large que les Palestiniens » ajoutait Massad.

Massad a écrit dans le cadre des manifestations sur le licenciement de Steven Salaita par l'Université de l'Illinois à cause de ses tweets critiquant l'attaque de Gaza par Israël des tweets que l'administration universitaire jugea « incivils ».

« tant fréquemment la cible de la chasse aux sorcières anti-palestiniennes, Massad parle d'expérience ».

Voici plus de dix ans, l'université a mis en place un comité d'investigation sur de fausses accusations d'antisémitisme contre des professeurs de Columbia dont Massad. Son mandat était « d'identifier des cas où il apparaît qu'il y a violation de l'obligation de créer un environnement d'enseignement civil et tolérant ».

Après les mois d'inquisition subis par Massad, le comité a conclu que les allégations étaient sans substance et qu'il n'y avait pas de preuve d'antisémitisme. Cela ne mit pas fin aux calomnies contre Massad de la part de groupes et médias pro-israéliens, pas plus que cela ne déclencha un déferlement de soutien à son droit à la liberté de parole de la part de commentateurs progressistes.

Pourtant, le même type d'arguments et de tactiques enracinés dans un souci de civilité est maintenant utilisé par l'administration pour assurer que les suprématistes blancs et autres fanatiques peuvent se montrer sur les campus sans être contestés par les étudiants.

Sans surprise, Columbia, qui fut financée par les profits du commerce esclavagiste, reste matériellement liée aux intérêts des suprématistes blancs.

Le blog progressiste *ThinkProgress* a identifié l'université comme investisseur dans un fonds spéculatif de Robert Mercer, le copropriétaire de *Breitbart* et l'un des principaux financeurs des nationalistes blancs.

---

Ceux qui en appellent à Columbia pour le désinvestissement de la suprématie blanche peuvent néanmoins se trouver en situation de lutte contre les arguments et les tactiques affaiblis contre le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions pour la défense des droits des Palestiniens.

### **La « intersectionnalité » : cible**

Le professeur de Harvard à la retraite, Alan Dershovitz, pilier du lobby israélien, paraît déterminé à se servir de Columbia comme terrain d'essai de la censure de la contestation, en particulier de la gauche.

À la fin septembre, Dershovitz, un des commentateurs les plus omniprésents et notoires de la presse, a écrit un article dans le *Daily News* de New York où il se plaint lui-même comme un « progressiste centriste » au combat, programmé pour prendre la parole sur le campus de Columbia afin de partager ses idées « modernes ».

Dershovitz a cité « des articles dans les médias » pour prétendre que « des étudiants radicaux prétendent perturber mon discours, dans le but de m'empêcher de partager mes modestes idées avec les étudiants de Columbia ».

« Je m'attends à ce que mon discours soit contredit non seulement par des étudiants anti israéliens et antisémites et des éléments extrêmes, mais aussi par certaines féministes radicales, par des militants pour les droits des gays, des partisans de Black Lives Matter et d'autres qui, sous la bannière fallacieuse de « l'intersectionnalité », croient qu'ils doivent se rassembler contre leurs oppresseurs communs » a prétendu Dershovitz.

À son apparent désarroi, aucune manifestation ni perturbation n'a pris forme lorsqu'il a parlé sur le campus cette semaine.

Mais dans l'article du *Daily News*, Dershovitz a clairement exprimé ce qu'il réclamait à l'université : « Je compte sur Columbia pour assurer non seulement ma sécurité physique et la sécurité physique des étudiants qui viennent m'écouter, mais aussi la possibilité que je communique mes points de vue des étudiants à l'esprit ouvert ».

En d'autres termes, Dershovitz voulait que l'université exerce sa discipline et punisse les militant.e.s féministes, LGBTQ, de Black Lives Matter et anti Israël dont il espérait la présence.

Dershovitz a aussi cité le discours inaugural de Bollinger, le président de Columbia, comme faisant autorité de par la position de ce dernier.

### **Liberté de parole pour les puissants**

Les idéologues de droite défendent une notion de « liberté de parole » qui signifie, en effet, des plateformes illimitées pour ceux qui ont déjà du pouvoir tandis que les marginalisés cherchant à s'exprimer peuvent être réduits au silence sous la bannière de la protection de cette « liberté ».

Bret Stephens, le chroniqueur virulent contre les Palestiniens dans le *New York Times*, soutient Robert Zimmer, le président de l'Université de Chicago comme héros de ce type de liberté de parole.

Le titre d'une récente chronique de Stephens présente Zimmer comme « le meilleur président universitaire Américain » pour son mépris des menaces lancées et sa déclaration selon laquelle « nous n'annulons pas la venue de conférenciers invités au motif que leurs sujets pourraient avoir des implications et nous n'approuvons pas la création d'espaces de sécurité intellectuels où des individus peuvent se tenir à l'écart d'idées et de perspectives opposées aux leurs.

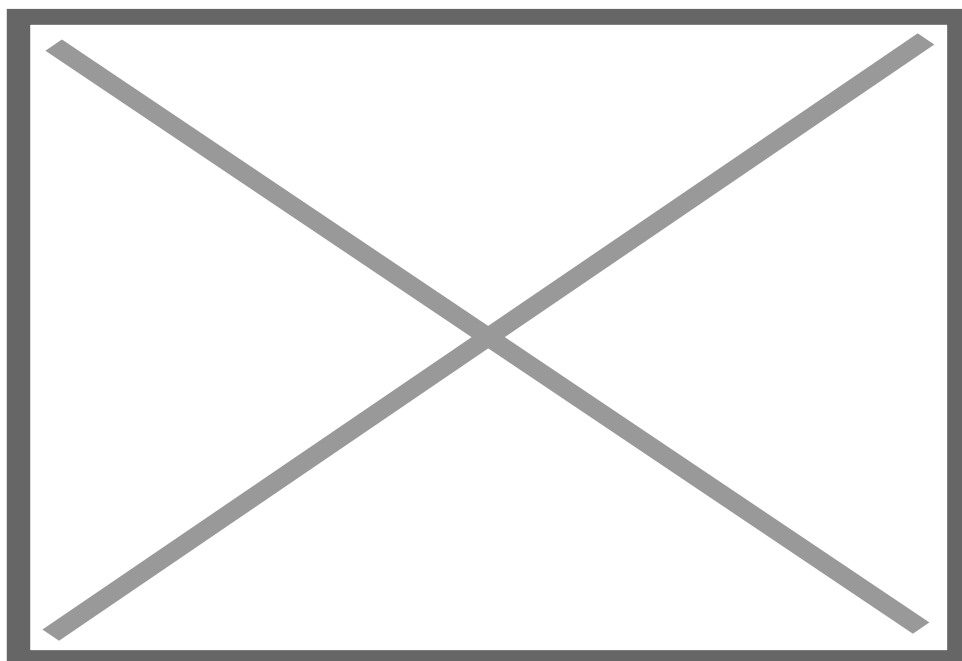
Ce que Stephens ne mentionne pas c'est l'hypocrisie absolue des déclarations de Zimmer. L'Université de Chicago crée en fait, coordonne et approuve la création d'espaces de sécurité, mais seulement pour les puissants.

C'est ce qu'il s'est passé lorsque l'université a banni les médias et imposé d'autres restrictions importantes aux prises de parole pour une conférence d'Ehud Olmert sponsorisée par l'université en octobre 2009, quelques semaines après qu'une enquête indépendante diligentée par l'ONU ait trouvé des preuves de graves crimes de guerre dans l'attaque de décembre 2008 sur Gaza, ordonnées par Olmert alors premier ministre d'Israël.

Face à la détermination de l'université d'offrir à Olmert une plateforme privilégiée et sans contestation, des dizaines de personnes, l'auteur de ces lignes compris, ont perturbé son discours.

Nous ne protestons pas contre les *opinions* d'Olmert. Nous protestons contre ses *actes*, dont la destruction de dizaines d'écoles et d'universités de Gaza et contre l'assassinat de centaines de professeurs et d'étudiants.

Mais dans la nouvelle conception de la liberté de parole promue par des universités telle Columbia, la liberté d'expression de racistes et de criminels de guerre doit être chérie et protégée, bien au-dessus des droits de leurs victimes et de ceux qui en sont solidaires dans la défense de leurs droits à ne pas être opprimés, exterminés ou à ce que leur histoire ne soit pas effacée pour ce qu'ils sont.



***Un ordre de fermeture du campus de l'Université de Californie à Berkeley a été pris le 14 septembre à l'occasion d'une conférence de l'ancien éditeur de Breitbart, Ben Shapiro. (Roger Jones)***

Un exemple frappant : l'Université de Californie à Berkeley avait prévu de dépenser des centaines de milliers de dollars pour assurer que des extrémistes de droite puissent parler sur le campus.

En amont d'une conférence sur le campus de Ben Shapiro, commentateur de droite et ancien éditeur de *Breitbart*, le mois dernier, le conseil municipal de Berkeley a donné la permission à la police d'utiliser du gaz au poivre contre des manifestants « violents ».

Le campus a été virtuellement fermé pour la conférence de Shapiro du 14 septembre.

À peine un an plus tôt, l'administration de l'Université de Californie à Berkeley avait censuré un cours sur la Palestine assuré par un étudiant.

### **La censure à venir**

La censure sur la Palestine sert de guide fiable sur ce qu'il se passera vraisemblablement à l'avenir.

La préoccupation sur « l'incivilité » opère comme mécanisme de contrôle primaire des universitaires dissidents » écrivait Massad en 2014.

« Pour autant, arriver à cela ne serait pas aisé dans une culture universitaire valorisant la liberté académique et la liberté d'opinion. Il fallait trouver un maillon faible de la liberté académique, sur lequel les gens puissent se mobiliser plus facilement qui puisse créer un précédent. Mettez la Question des Palestiniens et Israël ».

Plus tÃ¢t dans lâ??annÃ©e, lâ??UniversitÃ© Fordham de New York a refusÃ© lâ??implantation dâ??une section de Ã©tudiants pour la Justice en Palestine, prÃ©tendant que le groupe Â« encouragerait une conduite perturbante Â» et irait contre les valeurs de Â« civilitÃ© Â» de lâ??universitÃ©.

En avril, des Ã©tudiants ont lancÃ© une procÃ©dure contre Fordham, accusant lâ??universitÃ© privÃ©e de violer sa propre politique de libertÃ© dâ??expression et de sâ??engager dans une discrimination contre des points de vue.

Ce cas a peu attirÃ© lâ??attention â?? du moins de la part dâ??aucun des principaux commentateurs progressistes et conservateurs qui ne cessent de bavarder sur la libertÃ© de parole sur les campus tout en ignorant la censure envahissante des opinions critiques vis-Ã-vis dâ??IsraÃ©l.

Mais son issue ne fait aucun doute. Si Fordham sâ??en sort avec lâ??interdiction des Ã©tudiants pour la Justice en Palestine, il ne faudra pas attendre longtemps pour que des organisations contestant le racisme et la supÃ©matie blanche, la violence policiÃ¨re, les incarcÃ©rations de masse ou la fracturation soient elles-mÃªmes confrontÃ©es Ã une interdiction.

Traduction: SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2017/10/27